

## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 51-2023

*Portant circulation sur une voie unique  
d'une longueur maximale de 40 mètres par sens alternés par feux de jour et  
de nuit.*

**RD 2 entre les PR 40+000 et 40+800**

Le Maire de la Commune de Gréolières,

Certifié exécutoire  
compte tenu de la  
publication en  
mairie le :

22/05/2023

Le Maire,  
Marc Malfatto

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2213-1, à L.2213-6 relatifs aux pouvoirs de police conférés aux Maires en matière de circulation et de stationnement,

**Vu** le Code de la route,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Considérant** la demande d'autorisation d'entreprendre des travaux de mise à niveau de 2 chambres du réseau fibre optique pour le compte du Sictiam,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** La circulation de tous véhicules se fera sur une voie unique d'une longueur maximale de 40 mètres, par sens alterné par feux de jour et de nuit ( réouverture en fin de semaine du vendredi à 17h00 jusqu'au lundi à 08h00 ), du 24 mai 2023 à 08h00 au 16 juin 2023 à 17h00,

**ARTICLE 2 :** Les infractions aux dispositions seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur,

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice administrative, tout recours devra être présenté devant le Tribunal Administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de la publication du présent arrêté,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Séranon, et le Maire, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié en la forme administrative.

**ARTICLE 5 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Séranon
- Sictiam
- SDA de Séranon

Fait à Gréolières, le 19 Mai 2023

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Constantin GIUGE



*Toute décision réglementaire ou individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique sur l'application « Télérecours » accessible sur le site de télé-procédure ouvert aux citoyens : <http://www.telercours.fr/>*

*Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux.*